

## Colère des agriculteurs : la Coordination Rurale s'installe à Paris.



Banderole de la CR47 devant l'Assemblée Nationale, à Paris, le 8 janvier 2026. ADELE LÉRON

Ils sont là depuis 4 heures du matin. Bottes de pluie encore pleines de terre, polaire et parka bien fermées, Quentin Dezereau et ses frères ont garé leur tracteur au pied de l'Arc de Triomphe. Comme d'autres agriculteurs, ils ont bravé jeudi les interdictions et les dernières annonces du gouvernement pour venir faire entendre leurs revendications.

Quentin a 17 ans. Lycéen agricole, il a roulé toute la nuit pour manifester. Contre le Mercosur, contre des politiques qu'il juge absentes, mais surtout contre l'abattage des bovins lié à la dermatose nodulaire contagieuse. Éleveur, c'est ce qui l'inquiète le plus.

Au rond-point de l'Étoile, l'ambiance est calme. Encerclé de camions de CRS et de la police municipale, les bonnets jaunes discutent entre eux, entonne des musiques avec leur klaxon de leur tracteur. Ni bonnets verts de la FNSEA ni bonnets rouges des Jeunes Agriculteurs (JA). Aujourd'hui, seule la Coordination rurale (CR) bloque Paris.

**« On n'est pas là pour faire du mal, on est là pour se montrer ».**

Pas de violence, pas de mouvement. Ce que réclament la plupart des manifestants : des actes, des signatures ou encore des documents concrets. « On n'est pas là pour faire du mal, on est là pour se montrer », affirme Pierre Chamboyer, céréalier, huitième génération de sa famille. Pour lui, impossible d'imaginer quitter le métier. Ce n'est pas l'activité en elle-même qui pose problème. D'ailleurs, être céréalier, il ne le voit pas vraiment comme travailler. « Le travail, je connais pas. Le travail, c'est quand j'ai un crayon dans les mains et une feuille. Ça, c'est du travail. Quand je suis dans mon tracteur, je sais pas ce que c'est. » Sourire aux lèvres, il raconte la fierté pour lui de pouvoir faire des tonnes de blés à partir d'une graine. Mais la colère reste là : son revenu mensuel dépasse à peine les 600 à 700 euros.

Devant l'Assemblée nationale, autre point de blocage du syndicat agricole, la volonté est la même : continuer à exercer le métier d'agriculteur et d'éleveur. Constance et Mathis, 16 ans tous les deux, veulent reprendre la ferme et l'élevage familiaux. Accompagnés de leur mère, ils ont fait le déplacement depuis la Haute-Garonne pour, eux aussi, faire entendre leurs inquiétudes. Tous deux sont apprentis en mécanique, un moyen d'assurer un second métier. Car dans le contexte actuel, « ça ne donne pas envie de reprendre une ferme », confie Amandine, leur mère. Mais leur premier choix, c'est la ferme.

L'attente dans le froid de Paris se fait longue. Après une longue nuit, une sieste pour les plus chanceux, il faut maintenant attendre, sur les trottoirs encore humides après la fonte de la neige. Aucune date de fin du blocage n'a été annoncée. La plupart repartiront lorsqu'ils auront des réponses. En attendant, il faut continuer à faire tourner les exploitations. Dans la ferme d'Amandine, son mari et son fils sont restés aux commandes. Mais pour d'autres, personne n'a pu prendre le relais. « *Tout le monde est sympa, mais on aimerait bien rentrer chez nous* », souffle Florian, viticulteur de 38 ans, venu de Charente-Maritime. Lui ne compte pas s'éterniser : « *Ce n'est pas notre occupation première de bloquer.* » Pierre, en revanche, restera le temps qu'il faudra.

S'ils sont venus sur Paris, c'est parce que localement, ils estiment ne pas être entendus. « *Il faut être à Paris pour être entendu, et c'est honteux* » réagit Amandine, l'éleveuse haut-garonnaise. Une colère partagée par Pierre : « *On est à paris, c'est pas normal, c'est pas normal* ». Pour Amandine, le trajet a duré plusieurs jours, depuis mardi soir. Pierre, lui, a parcouru 270 kilomètres en tracteur pour rejoindre la capitale. Quatre agriculteurs corses sont attendus dans les prochains jours. « *Ils vont traverser toute la France pour manifester* », conclut, révolté, le céréalier.

Adèle Léron